

PREFECTURE DES LANDES

**DIRECTION de l'ADMINISTRATION  
GENERALE et de la REGLEMENTATION**

**2ème Bureau  
Poste Tél. : 58.06.59.15  
PR/DAGR/1996/ n° 479  
ED/ SA**

**LE PREFET DES LANDES  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 (relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) modifiée,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux) modifiée,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur l'eau, modifiée

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par la SCA. Pisciculture d'ESCOURCE, en vue d'installer un stockage d'oxygène liquide de 7500 litres,

VU les plans des lieux,

VU l'avis de M. l'Inspecteur des Installations Classées,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 2 juillet 1996,

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder l'hygiène et la sécurité publique,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

.../...

## ARRETE

Article 1: Le S.C.A. « Pisciculture d'Escource », dont le siège est à ST PAUL EN BORN, est autorisée à exploiter sur la pisciculture située sur la commune d'ESCOURCE, lieu-dit « Couailles », une installation d'oxygénation alimentée par un réservoir d'oxygène liquide d'une capacité de 7500 litres.

Article 2: Les activités qui s'exercent sur ce site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement:

**2130-1:** Salmonicultures d'eau douce, la capacité de production étant supérieure à 10 tonnes par an : **autorisation**

**1220-3:** emploi et stockage d'oxygène liquide, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 2 tonnes et inférieure à 200 tonnes : **déclaration**

Article 3: L'installation sera située, installée et exploitée conformément aux plans et dossiers joints à la demande de la S.C.A. « Pisciculture d'Escource », sous réserve du strict respect des prescriptions suivantes.

Article 4: L'exploitation de la pisciculture devra permettre de respecter en permanence et simultanément les exigences suivantes:

- les teneurs en DB05, ammoniacque et oxygène dissout ne devront en aucun cas être supérieures aux valeurs suivantes, 50 mètres en aval du point de rejet de l'effluent traité:

* ammoniacque:	0,5 mg/litre
* DB05:	5 mg/l
* oxygène dissout :	70% du taux de saturation 7 mg/l

Article 5: L'exploitant est tenu de faire effectuer à ses frais les mesures d'autocontrôles suivantes:

- une fois par semaine, à 50 mètres en aval du rejet: mesure de la température de l'eau, de la teneur en oxygène dissout et du Ph

- une fois par jour du 1er Juin au 31 Octobre et une fois par semaine du 1er Novembre au 31 Mai: mesure au même point de la teneur en ammoniacque

Article 6: Les bassins seront établis de telle manière qu'ils pourront être à volonté complètement isolés de la rivière et des autres bassins, tant en amont qu'en aval, pour être vidés nettoyés et désinfectés, sans qu'il puisse en résulter des conséquences susceptibles de nuire à la vie aquatique de la rivière située en aval de l'établissement

Article 7: Des dispositifs seront mis en place en amont et en aval de façon à interdire la pénétration de la faune piscicole sauvage dans l'installation, celles-ci devant constituer un enclos piscicole

Article 8: Les bassins où sont entretenus les salmonidés seront alimentés en eau courante pour assurer de manière très satisfaisante la vie en bon état de santé des sujets élevés.

Ils seront régulièrement nettoyés et entretenus pour éviter toute accumulation de vases ou de matière organique fermentescible et notamment de déchets d'aliments et le cas échéant de poissons morts.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la présence et la pullulation de mouches et de rongeurs autour des bassins.

Article 9: Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15100 relative aux locaux humides présentant des risques d'incendie

Article 10: Un plan de dératisation sera mis en place, tout particulièrement au niveau de la zone de stockage des aliments

Article 11: Sont interdits l'introduction, le dépôt, l'utilisation des viandes, abats, issues, provenant de cadavres d'animaux et d'une manière générale de tous produits d'équarrissage non préalablement traités par un procédé de stérilisation conforme à la réglementation en vigueur

Article 12: Les poissons morts, les déchets provenant de la préparation des aliments, les déchets provenant du nettoyage des bassins et des grilles et d'une manière générale, tous déchets organiques provenant de l'établissement devront être régulièrement recueillis chaque jour dans des containers étanches.

Aucun de ces déchets ne devra être rejeté ni déposé sur le bord des bassins ni dans les cours d'eau.

Ils seront enlevés au moins une fois par jour et livrés à l'équarrissage.

Les récipients seront nettoyés et désinfectés aussitôt après usage.

Article 13: Le personnel employé dans l'établissement prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

Le matériel, les instruments utilisés habituellement dans l'établissement et notamment les filets employés pour la capture des poissons doivent être nettoyés et désinfectés régulièrement

Article 14: Dépôt d'oxygène

**14-1:** L'installation de stockage d'oxygène devra être construite et équipée conformément aux dispositions du décret du 18 Janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz et des textes pris pour son application.

Les installations qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 18 Janvier 1943 devront néanmoins être construites et équipées conformément aux dispositions de ce décret et des textes pris pour son application

**14-2:** Le dépôt devra être implanté soit en plein air soit sous simple abri

14-3: Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que celui de l'oxygène

14-4: Le sol de l'ensemble du dépôt devra être construit en matériaux inertes vis à vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment

14-5: La disposition du sol du dépôt devra s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger

14-6: Le dépôt à l'exception de l'aire de dépotage du véhicule livreur, devra être entouré par une clôture construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètres.

L'aire de dépotage du véhicule livreur devra être matérialisée sur le sol

14-7: La clôture ne devra pas, par sa conception, empêcher la ventilation correcte du dépôt

14-8: Cette clôture devra être implantée à une distance des installations du dépôt telle qu'elle ne gêne pas la libre circulation pour la surveillance et l'entretien de ces installations

14-9: La clôture devra être pourvue d'une porte au moins, construite en matériaux incombustibles, s'ouvrant vers l'extérieur.

Cette porte devra être fermée à clef en dehors des besoins du service

14-10: La clôture du dépôt devra être distante d'au moins 5 mètres:

- des ouvertures des caves, des fosses, trous d'homme, passages de câbles, caniveaux ou regards
- d'un immeuble habité ou occupé par des tiers
- d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique
- d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette distance ne sera pas exigible si le dépôt est séparé du dégagement accessible aux tiers, de la voie publique, du bâtiment construit en matériaux combustibles, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de l'activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion, par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustible et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide

14-11: Aucune canalisation de transport de liquide ou de gaz inflammables ne devra se situer à moins de 5 mètres du dépôt

14-12: L'emplacement du dépôt devra être tel que la chute éventuelle de conducteurs électriques pouvant se trouver à proximité ne risque pas de provoquer de dégâts aux installations du dépôt

**14-13:** Les consignes de l'établissement relatives à la protection contre l'incendie devront traiter en particulier le cas du dépôt.

On devra disposer à proximité immédiate du dépôt, mais en dehors de la clôture, d'au moins un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes (1).

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie

**14-14:** La surveillance du dépôt devra être assurée par un préposé responsable; une consigne écrite devra indiquer la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable

**14-15:** Une consigne devra préciser les modalités de l'entretien du dépôt. Elle devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable

**14-16:** L'emploi de tout métal non ductible, à la température minimale d'utilisation, pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement est interdit

**14-17:** L'emploi d'huiles, de graisses, de lubrifiants ou de chiffons gras et d'autres produits non compatibles avec l'oxygène est interdit à l'intérieur du dépôt

**14-18:** Tout rejet de purge d'oxygène devra se faire à l'air libre et, dans tous les cas, selon une orientation, en un lieu et à une hauteur suffisante pour qu'il n'en résulte aucun risque

**14-19:** Il est interdit de provoquer ou d'apporter à l'intérieur de la clôture du feu sous une forme quelconque et d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente au voisinage immédiat de la porte de la clôture.

(1) Les capacités sont données en litres d'oxygène à l'état liquide, un litre d'oxygène liquide représente 850 litres d'oxygène gazeux à 15°C et à la pression de 1013 millibars

Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la clôture. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité.

Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées

**14-20:** Pendant l'opération de dépotage, il est interdit de provoquer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque et de fumer sur l'aire de dépotage et dans un rayon de cinq mètres autour de cette aire et de la clôture, ou jusqu'à un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de trois mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide.

Cette interdiction devra être matérialisée de façon apparente soit par des panneaux fixes, soit par des panneaux mobiles placés par les préposés aux opérations de dépotage.

**14-21:** L'aire de dépotage devra être aussi éloignée que possible d'une voie ou d'un terrain public et permettre une libre circulation des préposés au dépotage entre le véhicule livreur et le dépôt

**14-22:** Pendant l'opération de dépotage, les vannes du véhicule livreur devront être situées au-dessus de l'aire de dépotage

**14-23:** Pendant l'opération de dépotage, le camion livreur devra être stationné en position de départ en marche avant

**14-24:** L'installation électrique sera entretenue en bon état; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - NC. du 30 Avril 1980)

**14-25:** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir
- 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs associés

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides

**14-26:** Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc...). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 Juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduelles des établissements dangereux, insalubres ou incommodes

**14-27:** Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 Juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des Installations Classées.

Article 15: L'exploitant de l'établissement doit veiller à ce que les règles d'hygiène et de sécurité prévues ci-dessus soient connues et observées par le personnel de l'exploitation.

Toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité du personnel employé dans l'établissement

Article 16: Les conditions ci-dessus ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but

Article 17: Les droits des tiers sont expressément réservés

Article 18: L'exploitant devra se soumettre à tout moment, à la visite de son établissement par l'Inspecteur des Installations Classées

Article 19: Tout transfert sur un autre emplacement, toute extension, toute transformation ou tout changement des procédés de fabrication entraînant des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976 susvisée doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation

Article 20: L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'Installation Classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure

Article 21: Une ampliation du présent arrêté et des annexes sera déposée dans la Mairie de ESCOURCE

Article 22: Monsieur le Maire de ESCOURCE est tenu de faire afficher à la Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans les locaux de l'établissement.

Article 23: M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous Préfet de DAX, M. le Maire de ESCOURCE, M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la S.C.A. « Pisciculture d'Escource ».

Fait à MONT-de-Marsan, le 12 SEP. 1996

LE PREFET,

JOAN-MARC FALGONE

Pour ampliation  
Le Chef de Bureau,



Christian TOUTON